

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Grenoble le 25.10.2017

Monsieur le Président de la République,

Nous vous écrivons au nom de l'association « Alertes », association qui regroupe les différents acteurs du secteur gérontologique à titre individuel ou associatif et qui, au regard des défis majeurs que sont le vieillissement et l'évolution des modes de vie de la société, relève le défi de son manifeste :

« ALERTES considère toute personne âgée, quelle que soit sa situation physique, sociale ou psychologique comme une personne avec tous les droits afférents à la personne ».

C'est à ce titre qu'Alertes a organisé échanges, manifestations, pétitions et rencontres avec les pouvoirs publics en particulier en ce qui concerne la situation dans les EHPAD.

C'est pourquoi nous avons pris connaissance avec un grand intérêt de la lettre que vous ont adressée l'ensemble des grandes organisations syndicales et l'association des directeurs d'établissements.

Nous partageons largement l'analyse qui y est faite de la situation des professionnels et des personnes âgées, tout particulièrement :

« La France a accumulé un grand retard dans l'aide aux personnes âgées, tant à domicile qu'en établissement. Malgré les évolutions du secteur depuis 20 ans, la situation reste extrêmement tendue au regard des besoins et attentes de plus en plus nombreux des personnes âgées. Ces dernières entrent en établissement avec des handicaps physiques et psychiques de plus en plus importants, auxquels s'ajoutent parfois des pathologies psychiatriques pour lesquelles les personnels ne sont pas préparés ; les personnes âgées sont insuffisamment accompagnées dans les actes de la vie quotidienne, les familles s'épuisent et les professionnels sont au bord de la rupture.

Les financements n'ont pas suivi l'augmentation du nombre de personnes âgées et de récentes statistiques de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie font état d'une situation alarmante quant aux conditions de travail à domicile comme en établissements (indice de fréquence des accidents du travail 3 fois plus important que la moyenne, sinistralité augmentant de 45 % en 10 ans quand elle diminue dans les autres secteurs). A domicile, la crise structurelle du financement pèse lourdement sur les conditions de travail des salariés dont beaucoup sont contraints au temps partiel avec des interventions de plus en plus courtes et à des rémunérations insuffisantes. »

C'est pour les mêmes raisons que nous avons apprécié les conclusions de la « mission flash » de Madame la députée Monique IBORRA et les constats sévères qu'elle fait, après investigation, de la situation des EHPAD.

Monsieur le Président de la République, nous espérons que vous répondrez rapidement à la sollicitation qui vous est faite par les signataires de la lettre d'un rendez-vous auprès de vous, afin de vous alerter et vous présenter leurs propositions pour l'amélioration de l'accompagnement des personnes âgées, propositions que nous soutenons.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Jacqueline CHAPUIS

Présidente de l'association ALERTES

P/O

Jean GIARD

Président Fondateur



Toute correspondance doit être adressée à :
Madame la Présidente d'ALERTES, La Grange du Château, 8 rue du Château 38320 EYBENS
Tél **04 76 24 08 63** Secrétariat 9h-12h

Site web : www.alertes38.org - Courriel : contact@alertes38.org